



Education: le gouvernement retouche les REP, vers la fin de l'éducation prioritaire?

Une expérimentation va être menée dans trois académies à la rentrée prochaine pour supprimer la carte des écoles et collèges classés REP. L'idée qui consiste à mettre à égalité zones rurales et quartiers relevant de la politique de la ville est décriée par la plupart des acteurs.

Le ministère de l'Éducation nationale a-t-il bousculé son calendrier pour tenter de détourner l'attention médiatique autour de l'affaire Blanquer révélée par Libération et Mediapart ? La secrétaire d'État en charge de l'éducation prioritaire, Nathalie Elimas, a annoncé un grand changement pour les établissements figurant dans les Réseaux d'éducation prioritaire (REP), à la grande surprise des principaux syndicats d'enseignants. La semaine dernière, le secrétariat d'État avait pourtant assuré à la Fédération syndicale unitaire de l'enseignement (FSU) que le projet n'était pas bouclé et qu'il ne fallait donc pas communiquer dessus... «Nous souhaitons sortir de cette logique», s'est justifiée Nathalie Elimas lundi dans les colonnes du Parisien. Que souhaite donc le gouvernement ? Pour Marc Douaire, président de l'Observatoire des zones prioritaires (OZP), il souhaite tout bonnement «effacer la politique d'éducation prioritaire engagée depuis 40 ans.»

Explication : il existe aujourd'hui une carte de France avec 1 092 REP. Le principe consiste à donner plus (de moyens, de profs...) à ceux qui en ont moins, c'est-à-dire aux élèves vivant dans des territoires où se concentrent des difficultés sociales, économiques ou culturelles. À la tête de chaque REP, il y a un collège, associé à plusieurs écoles primaires de son secteur. Au total, il y a donc 6 651 établissements aujourd'hui classés REP ou REP+ (les plus défavorisés). Ce label est imparfait puisque des établissements qui pourraient y prétendre n'en font pas partie. Aussi, cette carte doit normalement être revue tous les cinq ans, ce qui n'a pas été fait par le ministère de l'Éducation nationale en 2019, malgré les engagements ministériels précédents.

D'une politique nationale à des politiques locales

À la place, le gouvernement préfère décentraliser le système pour que tous les territoires puissent accéder à l'éducation prioritaire, comme les zones rurales. Il propose donc de supprimer la carte nationale des écoles et collèges classés REP pour une politique locale : chaque rectorat déterminera quels établissements en difficulté ont droit à des aides et passera un contrat de trois ans avec les heureux élus. «En fonction de leur sensibilité sociale ou politique, les recteurs risquent d'accorder plus ou moins de crédits aux REP», s'inquiète Pierre Merle, sociologue spécialiste des politiques éducatives.

Nathalie Elimas a précisé que cette réforme serait d'abord expérimentée à la rentrée prochaine dans les académies de Lille, Marseille et Nantes, avant une possible généralisation. La secrétaire d'État a aussi assuré que les établissements REP+ ne seraient pas touchés par ce changement. «Le gouvernement veut transférer les moyens des ghettos urbains vers les zones rurales mais leurs problèmes ne sont pas les mêmes, s'agace Marc Douaire. Leur situation pourrait relever d'une politique spécifique qui n'a rien à voir avec celle menée dans des quartiers d'exclusion.» Les enfants des classes populaires n'ont, selon lui, pas à être pris en charge par l'éducation prioritaire : «Ils relèvent de l'école publique alors que l'éducation prioritaire vise à faire réussir les enfants des ghettos urbains».

Pour faire partie de l'éducation prioritaire, les écoles seront donc mises en concurrence. «Le gouvernement abandonne le cœur même de l'éducation prioritaire qui est de mettre en place un réseau avec les établissements concernés et l'environnement local, comme les associations ou les collectivités. Jean-Michel Blanquer veut un modèle libéral qui vise à aligner des écoles d'enseignement public sur le modèle du privé», assure Marc Douaire. Guislaine David, co-secrétaire générale du Snuipp-Fsu (primaire) abonde. Selon elle, tout l'intérêt d'avoir un réseau avec des collèges et des écoles rassemblés est «d'avoir une dynamique collective pour travailler ensemble sur les moyens mis en œuvre, la formation des enseignants, les projets mis en place. Là,

on a plus l'impression d'aller vers une économie de moyens plutôt que vers la réussite de tous les élèves.»